

de Corinne Deloy

J-7
7 jours avant
le scrutin

Le Parti démocrate en tête des intentions de vote en Slovénie à une semaine des élections législatives

Le 4 décembre prochain, 1 376 personnes issues de 21 partis politiques sont candidates aux élections législatives – les premières de l'histoire de la Slovénie qui auront lieu de façon anticipée. 7 partis seront présents dans les 11 circonscriptions du pays dont le Parti social-démocrate (SD) du Premier ministre sortant, Borut Pahor, et le principal parti d'opposition, le Parti démocrate (SDS) dirigé par Janez Jansa.

4 partis récemment fondés sont en lice, notamment Slovénie positive créé par le maire de Ljubljana, Zoran Jankovic et la Liste des citoyens-Gregor Virant fondé par l'ancien ministre (2004-2008), Gregor Virant.

Ces élections législatives anticipées sont la conséquence du rejet le 20 septembre dernier par le Drzavni Zbor (Assemblée nationale), chambre basse du parlement de la motion de confiance présentée par le gouvernement de Borut Pahor.

Le Parti social-démocrate, au pouvoir depuis 4 ans, est à la peine dans les enquêtes d'opinion. Selon un récent sondage publié par le journal Delo, près des trois quarts des Slovènes (72,5%) jugent de façon négative l'action du gouvernement. Le Premier ministre sortant Borut Pahor avait, à l'issue des précédentes élections législatives du 21 septembre 2008, formé un gouvernement avec 3 autres partis : Zares (Z), le Parti libéral-démocrate (LDS) et le Parti démocratique des retraités (DeSUS). En mai dernier, DeSUS a choisi de quitter le pouvoir pour manifester sa désapprobation du report de l'âge légal de départ à la retraite souhaité par le Premier ministre, et, ce faisant, privé Borut Pahor, de sa majorité parlementaire au Drzavni Zbor. En juin, Zares quittait également le gouvernement après l'échec du référendum du 5 juin sur l'allongement de la durée du travail (passage de l'âge légal du départ à la retraite à taux plein à 65 ans) et la modification du financement des retraites. Près des trois quarts des Slovènes (72,05%) s'étaient prononcés contre (taux de participation était de 40,46%). Enfin, les 6 ministres du LDS ont quitté le gouvernement après le départ de la ministre de l'Intérieur Katarina Kresal, contrainte à

la démission après sa mise en examen pour corruption. Borut Pahor est d'ailleurs accusé d'avoir tardé à se séparer de sa ministre alors qu'il avait été informé de l'irrégularité de la situation par le Bureau national d'investigation. Il s'est défendu en affirmant qu'il avait choisi de faire confiance à Katarina Kresal.

Le bilan économique du gouvernement sortant est médiocre. La Slovénie a été très affectée par la crise économique internationale, notamment en raison de sa dépendance aux capitaux étrangers et aux exportations. Le pays a connu une récession de 7,8% en 2009. Cette année, la croissance devrait tout juste dépasser les 1%. La dette du pays est passée de 22,5% à 43,3% du PIB en 2 ans (2008-2010), le chômage a plus que doublé (il touche 12% de la population active). En 2010, la coalition gouvernementale avait mis en place de rigoureuses mesures d'austérité pour remettre le pays sur les rails et stimuler la croissance économique. Le Parti démocrate, ainsi que le Parti national slovène (SNS) dirigé par Zmagelj, ont fait échouer la tentative de vote d'une loi d'austérité qui prévoyait de réduire de 10% la rémunération des fonctionnaires, soutenue par tous les autres partis. « Donner une

claque au gouvernement était plus important pour eux que de relancer la croissance du pays » a commenté le Premier ministre sortant Borut Pahor. Si le parlement a été dissous le 21 octobre dernier, celui-ci peut néanmoins se réunir à la demande d'au moins les 2/3 des députés.

Le leader de l'opposition Janez Jansa a qualifié le scrutin du 4 décembre « *le plus important de l'histoire du pays* ». « Votre vote ne va pas seulement déterminer la façon dont les Slovènes vont vivre durant les 4 prochaines années mais la vie des futures générations » a-t-il déclaré le 19 novembre dernier.

Le SDS présente 88 candidats, dont 32 femmes. Il soutient également 4 candidats issus d'Avion, mouvement créé par le maire de Koper, Boris Popovic. Son programme, intitulé 10 + 100 solutions pour l'équité, les emplois et le développement, souhaite limiter les dépenses publiques à 45% du PIB, faciliter l'obtention de crédits et rendre les banques nationales plus responsables. Il veut baisser l'impôt sur les bénéficiaires des sociétés à 15%, réduire les taxes sur les investissements et sur les revenus de l'innovation. Il promet de réduire le chômage et de parvenir à un taux d'emploi de 75% d'ici à 2020. Il propose de baisser le coût du travail pour encourager la création d'emploi, notamment celui des plus âgés et des chômeurs de longue durée, et de développer des programmes de formation tout au long de la vie.

Conscient que la Slovénie a besoin de réformes importantes mais que celles-ci seront douloureuses à faire accepter par la population, Janez Jansa insiste sur la nécessité pour son parti d'obtenir la majorité des 2/3 au Parlement le 4 décembre. « *Nous avons besoin d'une majorité des 2/3 car les réformes ne peuvent être votées sans cela et nous savons que certaines d'entre elles ne seront pas très populaires* » a-t-il déclaré. Janez Jansa a déclaré qu'il « *serait difficile d'éviter les coupes, budgétaires en 2012* » mais que le SDS « *partagerait le fardeau de façon juste et équitable entre tous les Slovènes* ».

Enfin, le SDS souhaite modifier la Constitution de façon à raccourcir la procédure de nomination de tout nouveau gouvernement. Celle-ci est actuellement de 2 à 3 mois, elle devrait passer à 2 semaines.

Pour Milan Kucan, ancien président de la République (1992-2002) et soutien de Slovénie positive, Borut

Pahor et Janez Jansa ont tous deux perdu la confiance des Slovènes et échoué à les convaincre de la nécessité des réformes. Plusieurs membres du Parti social-démocrate ont d'ailleurs rejoint Slovénie positive, dont la députée Melita Zupevc.

Zoran Jankovic, leader de Slovénie positive et maire de Ljubljana, s'est retrouvé au cœur d'une polémique concernant ses deux fils, accusés d'avoir placé de l'argent dans des paradis fiscaux. Il devra aussi faire un choix à l'issue des élections législatives puisque depuis mai dernier, la loi électorale n'autorise plus un député à exercer également la fonction de maire.

La Liste des citoyens-Gregor Virant présente 80 candidats, dont 37 femmes. Son programme est centré sur la stimulation du développement économique et la réduction des déficits publics. Il veut réformer le système fiscal pour encourager l'emploi (par exemple en réduisant les taxes pesant sur les petits entrepreneurs), alléger le fardeau pesant sur les classes moyennes et réduire le nombre d'institutions publiques du pays. Il est toutefois en net recul dans tous les sondages depuis la révélation que son leader a perçu 66 175 € d'allocations chômage à une époque où il avait déclaré 95 252 € de revenus.

Janez Jansa a « *accusé* » Zoran Jankovic et Gregor Virant de ne représenter que les intérêts des 10% Slovènes les plus riches du pays. Interrogé sur son éventuelle alliance avec Slovénie positive ou la Liste des citoyens-Gregor Virant, le leader de l'opposition a affirmé que la Slovénie avait besoin d'un gouvernement « *aussi uni que possible* ». L'ensemble des dirigeants politiques évitent d'ailleurs de parler alliances post-électorales et se gardent bien de dire avec quels autres partis ils pourraient éventuellement s'allier au sein d'un gouvernement.

Le parti de gauche Zares souhaite réduire de 2% le nombre de fonctionnaires en gelant les recrutements dans la fonction publique, ainsi le pays économiserait 100 millions € par an. Il indique que la simplification du système administratif permettrait à Ljubljana d'économiser 300 millions € et une réduction des dépenses publiques de 10% 250 millions €. Son leader, Gregor Golobic, a affirmé qu'il était impossible de demander plus aux salariés qui sont déjà trop fortement taxés.

Le Parti populaire (SLS), qui est le plus ancien parti de Slovénie (fondé en 1988), veut également baisser l'im-

pôt sur les bénéfiques des entreprises (et notamment des plus petites), réduire le nombre des administrations et mettre en place une redistribution sociale plus équitable.

Enfin, le Parti national, qui présente 65 candidats, fait campagne sous le slogan « *Nettoyons la Slovénie* ». Il demande une baisse de l'impôt sur les bénéfiques et de la TVA dont il souhaiterait fixer les taux à respectivement 20% et 15%. Le leader nationaliste, Zmago Jelincic, se déclare confiant dans le fait que son parti franchira le seuil de 4% des suffrages exprimés indispensable pour être représenté au Drzavni Zbor.

Selon la dernière enquête d'opinion réalisée par l'institut Valicon et publiée par le quotidien Zurnal 24, le Parti démocrate (SDS) recueillerait 28% des suffrages le 4 décembre prochain. Il serait suivi par Slovénie po-

sitive de Zoran Jankovic 21%, la Liste des citoyens-Gregor Virant 13%, le Parti démocratique des retraités (DeSUS) 9%, le Parti social-démocrate 8%, le Parti populaire 6% et Nouvelle Slovénie-Parti populaire chrétien (NSi-KLS) 4%.

Interrogés sur les qualités des principaux candidats figurant en tête de liste, un quart des Slovènes (25%) considèrent que Gregor Virant est le plus social d'entre eux (23% citent Janez Jansa et Zoran Jankovic). Ce dernier est plébiscité pour le poste de Premier ministre par près de la moitié des personnes interrogées (45%), 22% mentionnent Janez Jansa et 13% Gregor Virant. Enfin, le leader du Parti démocrate est considéré comme le meilleur candidat pour le rayonnement de la Slovénie dans le monde (34%), 29% pour Zoran Jankovic et 17% pour Gregor Virant.

Retrouvez l'ensemble de nos publications sur notre site :
www.robert-schuman.eu

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN

LA FONDATION ROBERT SCHUMAN, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.